

aussi de lui assurer un subside du gouvernement fédéral. Je ne blâme pas l'honorable député d'avoir fait les démarches que je viens de mentionner, mais j'ai bien le droit d'exprimer l'étonnement que j'éprouve de voir que ses opinions au sujet de l'aide à être donnée aux chemins de fer se soient changées si subitement. J'espère qu'avant longtemps il reviendra à de plus saines idées sur ce sujet.

Si j'ai bien compris l'honorable chef de l'opposition, lui et son parti désirent pratiquer l'économie—chose bien extraordinaire pour eux, si l'on en juge par leur passé politique ; ils veulent rétablir l'équilibre dans nos finances. Voilà certainement une attitude bien patriotique ; mais le pays n'a-t-il pas le droit de se demander si ces messieurs, en supposant qu'ils reviendraient au timon des affaires, accompliraient bien les promesses qu'ils nous font maintenant ? Ils sont les alliés du même parti politique qui administre les affaires de la Puissance du Canada, à Ottawa, ils ont les mêmes principes, les mêmes tendances et les mêmes aspirations. Eh ! bien, il n'est pas sans à propos de rappeler brièvement ce que leurs alliés d'Ottawa ont fait depuis qu'ils sont au pouvoir.

Quel est celui d'entre vous qui a pris part aux luttes politiques en 1878, et depuis, qui ne se rappelle les déclarations de sir Leonard Tilley, alors membre de la Chambre des Communes, et qui plus tard devint ministre des finances de la Puissance du Canada ?

Il disait que le gouvernement MacKenzie, qui dépensait \$23,000,000 par année, était un gouvernement extravagant, et qu'il y avait moyen d'administrer la chose publique avec une somme moindre que celle-là. Le peuple a cru à ces belles promesses d'économie en 1878. Il a donné le pouvoir au parti conservateur qui n'a cessé de l'occuper depuis, dans la Puissance du Canada.

Eh bien, qu'avons-nous vu l'année suivante ?

Ce même parti qui avait prétendu administrer nos affaires avec moins de \$23,000,000 par année, augmentait les dépenses contrôlables, et chaque année, depuis, ces mêmes dépenses ont été en grossissant, jusqu'à ce qu'enfin, à la dernière session, le gouvernement ait fait voter pour ces mêmes dépenses, qui n'étaient que de \$23,000,000 en 1878, la somme énorme d'environ \$37,000,000. C'est là, M. l'Orateur, le parti de l'économie, ce sont là des hommes qui nous disent que, s'ils revenaient au pouvoir, ils rétabliraient l'équilibre dans nos finances.

Instruit par les événements passés, le peuple se gardera bien de leur donner sa confiance, et, du reste, il a exprimé ses sentiments, à ce sujet, d'une façon éclatante, le 17 juin dernier.